

belle réalisation linguistique. Et je dis également au chef nouvellement élu des néo-démocrates: faites bien attention, il s'en vient vite! Et je le félicite sincèrement pour cette initiative.

[Traduction]

Mon collègue sait très bien, sans doute, que nos arrangements avec les États-Unis contiennent des dispositions sur les règles d'origine qui protègent nos intérêts.

Si le Mexique négociait un accord de libéralisation des échanges ou de libre-échange avec les États-Unis, il est évident que cela pourrait avoir des effets sur le commerce des États-Unis avec le Canada. C'est une affaire que nous surveillerions de très près.

Cependant, nous croyons fondamentalement qu'il est de l'intérêt des pays en voie de développement, comme le Mexique, d'essayer d'augmenter leur richesse nationale et le bien-être de leurs citoyens, et de sortir de la pauvreté, d'accélérer leur développement et d'accroître leur prospérité grâce à l'expansion du commerce extérieur.

L'un des moyens d'atteindre ce but est de libéraliser leurs échanges avec leurs voisins. Je pense qu'aucun député des deux côtés de la Chambre ne serait offensé si le Mexique agissait ainsi. Je sais que mon collègue voudrait, au contraire, encourager le Mexique à poursuivre dans cette voie.

M. David Barrett (Esquimalt—Juan de Fuca): Monsieur le Président, je n'ai rien contre le fait que le premier ministre se préoccupe de la pauvreté au Mexique; c'est une position que j'approuve. Toutefois, le problème de la pauvreté au Mexique ne devrait pas être réglé aux dépens des travailleurs et des entrepreneurs canadiens.

Des voix: Oh, oh!

M. Barrett: Monsieur le Président, en fait. . .

M. le Président: Le député pourrait peut-être poser sa question.

M. Barrett: Monsieur le Président, en fait, à quoi ça sert d'avoir un gouvernement qui n'est pas prêt à défendre les travailleurs canadiens? Sa position devrait être d'appuyer les Canadiens.

Quelles études le gouvernement canadien a-t-il faites pour évaluer l'incidence qu'aurait la conclusion d'un accord de libre-échange entre le Mexique et les États-Unis sur le marché canadien? M. Hartt laisse déjà entendre qu'il y a cinq fois plus d'échanges commerciaux. . .

Questions orales

M. le Président: La question est: Quelles études ont été faites? Le ministre veut peut-être répondre.

Des voix: Oh, oh!

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, j'ai été consterné, et je suis certain que la Chambre et tout le pays l'ont été aussi, par certaines des remarques faites plus tôt par mon collègue, parce que les socialistes ont toujours eu plus de facilité à parler de justice sociale qu'à passer aux actes.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Je ne crois pas que le député de la Colombie-Britannique respecte l'esprit de Coldwell ou de Tommy Douglas en parlant des Canadiens qui s'inquiètent. . .

Des voix: Bravo!

M. Barrett: C'est de la foutaise! Vous trahissez les Canadiens.

M. le Président: Le député d'Algoma.

* * *

L'AGRICULTURE

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture.

Hier, le ministre de l'Agriculture du Manitoba a fait remarquer que le programme d'aide aux agriculteurs était tout simplement irréalisable—certains diraient que c'est un programme bidon—parce que le gouvernement exige 100 millions de dollars du Manitoba alors que le budget que la province affecte à l'agriculture est seulement de 85 millions de dollars.

Je me demande pourquoi le gouvernement a conçu un programme qui ne peut venir en aide aux agriculteurs parce qu'il exige des provinces une aide financière astronomique. J'aimerais savoir pourquoi le gouvernement agit ainsi.

L'hon. Pierre Blais (ministre des Consommateurs et des Sociétés et ministre d'État (Agriculture)): Monsieur le Président, les propos du député me surprennent un peu. Notre gouvernement a affecté environ 20 milliards de dollars à l'agriculture au cours des dernières années. Il a fait beaucoup pour les agriculteurs canadiens.

Après avoir discuté pendant deux jours, la semaine dernière, sur l'avenir de l'agriculture, le ministre de l'Agriculture a offert 500 millions de dollars. Étant donné que les responsabilités en matière d'agriculture sont partagées entre le gouvernement fédéral et les provinces, nous pensons que le gouvernement fédéral a fait beaucoup pour les agriculteurs au cours des dernières années.